



## COMMUNIQUÉ POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

### **Financière agricole : L'UPA constate que la proposition gouvernementale répond à plusieurs de ses demandes, mais s'inquiète de l'impact de certaines mesures**

**Longueuil, le 19 novembre 2009** – L'Union des producteurs agricoles (UPA) constate que la proposition du gouvernement du Québec au regard de La Financière agricole du Québec (FADQ) répond à plusieurs de ses recommandations. Il y a toutefois lieu de s'inquiéter des conséquences de certaines mesures relatives au programme assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA).

« Au cours de l'année, nous avons présenté nos demandes sur la base des calculs effectués en collaboration avec des représentants gouvernementaux au sein du comité bipartite. Nos demandes incluaient une contribution gouvernementale annuelle de 650 millions de dollars accompagnée de plusieurs mesures structurantes », a déclaré le président général de l'UPA, Monsieur Christian Lacasse.

Parmi nos attentes qui ont trouvé écho dans l'annonce du ministre, on retrouve notamment :

- une contribution gouvernementale à La Financière agricole de 630 M\$, dans l'ordre des besoins exprimés. L'État reconnaît ainsi clairement l'importance des retombées économiques majeures de l'agriculture pour le Québec et ses régions;
- une couverture pour l'ensemble des productions agricoles, un souhait de longue date pour l'UPA dans un souci d'assurer le développement de l'agriculture en toute équité;

Du côté des programmes de sécurité du revenu, le gouvernement du Québec a aussi incorporé plusieurs ajustements proposés par l'UPA et permettant de générer des économies importantes. Certaines mesures annoncées aujourd'hui vont toutefois beaucoup plus loin et se traduiront, dans les faits, par une diminution nette du soutien gouvernemental à des milliers d'entreprises agricoles qui pourraient avoir des impacts déstructurants majeurs:

- Une première lecture nous permet en effet d'évaluer que les producteurs qui bénéficient de programmes de sécurité du revenu pourraient recevoir de 20 à 30 % moins de soutien qu'à l'heure actuelle.

...2

- Nous sommes inquiets quant aux mesures de plafonnement suggérées qui pourraient avoir un impact négatif sur le développement du secteur agricole en général. Nous pensons que les mesures que nous avons suggérées à ce chapitre étaient plus structurantes.
- Nous sommes également inquiets de l'introduction de nouveaux facteurs d'efficacité dans le calcul des paiements sachant que les mesures actuellement en vigueur équivalent déjà à ne pas tenir compte des résultats de 25 à 50 % des entreprises, celles dont les coûts sont les plus élevés.

Selon monsieur Christian Lacasse, « Tous s'entendent sur le fait qu'il est de plus en plus difficile, pour les producteurs, d'aller chercher un revenu suffisant sur le marché de façon stable et durable. C'est pourquoi l'ensemble des pays d'Occident continue de soutenir leur agriculture. L'UPA compte bien avoir des discussions très prochainement avec les représentants du gouvernement et de La Financière agricole afin de mesurer plus en détail les impacts des mesures annoncées aujourd'hui et, surtout, s'assurer que soient prises les décisions les plus éclairées pour l'avenir de l'agriculture ».

**Source :**

Éliane Hamel  
Directrice, Service des communications  
Union des producteurs agricoles  
Téléphone : 450 679-0540, poste 8235

**Information :**

Patrice Juneau  
Conseiller aux affaires publiques  
Union des producteurs agricoles  
Téléphone : 450 679-0540, poste 8591  
Cellulaire : 514 702-8591